

Concertation sur la réforme de l'asile

Fiche n°2

Admission au séjour des demandeurs d'asile et délivrance des documents de séjour

1. ADMISSION AU SEJOUR

- *Scénario 1-1- Fin de la distinction admission au séjour/non admission au séjour et seulement droit au maintien sur le territoire pour tous*

Dans ce schéma, les demandeurs d'asile ne se voient plus délivrer un titre de séjour mais seulement un document attestant de leur statut de demandeur d'asile et de leur droit au maintien sur le territoire le temps de l'examen de leur demande. En effet, la directive européenne relative aux procédures mentionne uniquement un droit au maintien sur le territoire et non un droit à délivrance de titre de séjour pendant l'examen de la demande d'asile.

- *Scénario 1-2- Fin de la distinction admission au séjour/non admission au séjour et admission au séjour pour tous*

Dans ce schéma, tous les demandeurs d'asile se voient délivrer quel que soit le mode d'examen de leur demande d'asile une autorisation provisoire au séjour. Il en est de même pour les demandeurs placés sous procédure Dublin qui se verraient attribuer une APS le temps que leur transfert vers l'autre pays de l'Union Européenne soit effectué.

- *Scénario 1-3- Fin de la distinction admission au séjour/non admission au séjour pour toutes les personnes dont l'examen de la demande relève de la France, et seulement droit au maintien sur le territoire pour les personnes dont l'examen relève d'un autre pays (Dublin)*

Dans ce schéma, tous les demandeurs d'asile dont l'examen relève de la France se voient délivrer, quel que soit le mode d'examen de leur demande d'asile (normale ou prioritaire), une autorisation provisoire au séjour. Par contre, les demandeurs d'asile relevant du règlement Dublin continueraient à se voir refuser l'admission provisoire au séjour, compte tenu qu'ils n'ont pas vocation à rester sur le territoire. Ils garderaient juste, comme à présent, un droit au maintien sur le territoire le temps que leur transfert vers l'autre pays de l'Union Européenne soit effectué, formalisé par la remise d'un document attestant de leur statut de demandeur d'asile.

2. MODALITES DE DELIVRANCE DES DOCUMENTS DE SEJOUR

Option A : sans domiciliation préalable

- *Scénario 2-1- Délivrance d'une APS (sans adresse), puis d'un récépissé valable six mois avec adresse quand le dossier est déposé*

Sans avoir à passer par une étape préalable de domiciliation, le demandeur se présenterait en préfecture et obtiendrait son admission provisoire au séjour sur la base de sa seule identité. Il disposerait alors d'un délai de 15 ou 21 jours (selon la procédure) pour disposer d'une adresse, celle-ci étant indispensable pour le dépôt du dossier à l'OFPPRA (les notifications OFPPRA se faisant par voie postale). Suite à la réception de la preuve de dépôt devant l'OFPPRA, l'intéressé retournerait en préfecture pour obtenir son récépissé sur lequel

serait cette fois ci mentionnée l'adresse. Le récépissé et leurs renouvellements seraient valables six mois dès lors que le demandeur d'asile est placé en procédure normale

- *Scénario 2-2- Document unique sans date et sans adresse*

Sans avoir à passer par une étape préalable de domiciliation, le demandeur se présenterait en préfecture pour obtenir une autorisation provisoire au séjour (ou un document autorisant le maintien sur le territoire) qui n'indiquerait ni date de validité ni adresse. Ce dispositif, qui créerait une exception au schéma traditionnel en matière de titres de séjour, puisqu'il serait le seul document de séjour sans date de fin de validité, nécessite une analyse complémentaire de faisabilité.

Option B : Maintien de l'obligation d'adresse pour la délivrance du document

- *Scénario 2-3- Document unique sans date mais avec adresse*

Le demandeur, après avoir obtenu une domiciliation, se présenterait en préfecture pour obtenir une autorisation provisoire au séjour (ou un document autorisant le maintien sur le territoire) qui n'indiquerait pas de date de validité. Comme pour le scénario 2, ce dispositif nécessite une analyse complémentaire.

- *Scénario 2-4- Document avec date et adresse, dont le renouvellement se fait par courrier si les délais d'examen impliquent une prolongation (envoi de récépissés ou de pastilles prolongeant la validité des récépissés)*

Ce schéma prévoit la délivrance par la préfecture d'une autorisation provisoire de séjour (ou document de maintien sur le territoire) unique avec adresse. Le but est d'éviter les passages réguliers en préfecture. La durée mentionnée sur le document est conditionnée par le type de procédure mise en œuvre. Si les délais prévus sont dépassés, alors le nouveau document avec une date ultérieure est transmis par courrier, pour éviter que les demandeurs ne doivent à nouveau venir au guichet de la préfecture.

Si l'admission au séjour est actée pour les procédures prioritaires, alors le placement en procédure prioritaire influence les durées inscrites sur le récépissé.

De même, si un recours est prévu, une information automatique de la préfecture est réalisée par la CNDA/OFPRA et un nouveau récépissé (ou d'une pastille prolongeant la validité des récépissés) est édité et adressé par courrier ; leur durée varie selon la procédure. Si un recours est formé dans le cadre d'une procédure prioritaire, le récépissé est de 1 mois. Si le recours s'inscrit dans une procédure normale, le récépissé, d'une durée de 6 mois, est édité par la préfecture et envoyé par courrier.

Par contre en cas de réexamen, la personne sera tenue de refaire toutes les étapes de la procédure et d'obtenir une nouvelle APS en se rendant au guichet de la préfecture.

- *Scénario 2-5 – Carte à puce actualisée à distance*

En tout état de cause, la mise en place de cette solution innovante prendrait un certain temps et n'est donc pas une solution pour le très court terme.

Sous-scénario 5-1- Carte dédiée aux problématiques de séjour

Lors de l'admission au séjour, une carte à puce ou flashcode est remise à l'intéressé avec son identification. L'actualisation serait réalisée : pour les cartes à puce, à distance selon des modalités similaires à celles utilisées pour les cartes vitales (bornes par exemple

disposée dans les plateformes d'accueil des demandeurs d'asile) ; uniquement sur base de données pour les cartes avec flashcode. Dans les deux cas, il serait nécessaire de doter les services de contrôle de matériels de lecture.

Une expertise sur les coûts induits par la délivrance de ce type de carte sera nécessaire.

Sous-scénario 5-2- Carte unique multifonctionnelle : informations relatives au séjour et aux droits sociaux

Sur le modèle d'autres Etats de l'Union européenne, au premier rang desquels figurent les Pays-Bas, il peut être envisagé de créer une carte à puce rassemblant les informations sur la situation du demandeur. Délivrée par la direction territoriale de l'OFII lors du premier accueil, cette carte intégrerait également les informations relatives au titre de séjour. Enfin, elle permettrait aussi au demandeur de bénéficier des droits sociaux, après un chargement effectué au niveau du département. Le versement de l'allocation, par exemple, se ferait ainsi sans perte de temps.

Il s'agirait de garantir un niveau élevé de protection des données, en séparant les catégories d'informations (séjour/procédure/droits sociaux) pour en ouvrir uniquement l'accès aux autorités strictement compétentes (préfecture/OFPRA-CNDA/organismes sociaux).